mph
HC
S.

No. 1 Série électorale 1904

La Prospérité Libérale

SEPT ANNÉES

De sage Administration Libérale

164242.
18/10/21

CONTRE

DIX-HUIT ANNÉES

De ruineux Régime Conservateur

Sept années de prospérité libérale CONTRE dix-huit années de stagnation conservatrice.

Sir Wilfrid Laurier se trouvant un jour à un banquet à Toronto, du temps où Sir John Thompson était ministre, dit que lorsque son parti arriverait au pouvoir, il n'y aurait pas besoin d'un long chapelet de chiffres comme venait d'en débiter un orateur conservateur pour démontrer au peuple qu'il jouit de la prospérité.

"Non, s'écria Sir Wilfrid, chacun entendra sonner la prospérité dans sa poche."

Voilà une prophétie amplement justifiée.

Nous allons prouver, au moyen de chiffres puisés aux documents publics, que le pays a fait plus de progrès en sept années de régime libéral que pendant les dix-huit années de régime conservateur au cours desquelles la Politique Nationale a été en vigueur.

Nous défions à personne de contredire ces ces chiffres.

Nous allons opposer :

Sept années de prospérité libérale
à
Dix-huit années de stagnation conservatrice

Commerce extérieur

Commençons par le commerce extérieur, baromètre de la prospérité commerciale du pays :

Dix huit années conservatrices	1878	$172,405,454
	1996	239,025,360
Augmentation		$ 66,619,906

Sept années libérales.....	1896	$239,025,360
	1903	467,064,685
Augmentation		$227,939,325

Ainsi, dans les **dix-huit années** du régime tant vanté de la polititique nationale, notre commerce extérieur a augmenté de **66** millions.

Dans les **sept années** de régime libéral. il a augmenté de **228** millions.

Commerce d'exportation

Prenons maintenant [illegible]ations, c'est-à-dire ce que nous produisons et exportons [illegible] les articles pour lesquels nous recevons de l'argent ou [illegible]s.

Dix-huit années cons[illegible]ices	1878	$ 67,989,800
	1896	109,915,337
Augmentation		$ 41,925,537
Sept années libérales.....	1896	$109,915,337
	1903	214,401,674
Augmentation		$114,486,337

Ainsi, dans les **dix-huit ans** de régime conservateur nos exportations ont augmenté de **42** millions de dollars.

Dans les **sept années** de régime libéral, elles ont augmenté de **114** millions et demi.

Circulation des banques

Passons maintenant à la circulation des billets de banque et des billets de la Puissance, qui donne une mesure très nette du volume des affaires.

Voici ce que nous trouvons:

Dix-huit années conservatrices	1878	$ 29,811,843
	1896	50,709,059
Augmentation		$ 20,897,216
Sept années libérales.....	1896	$ 50,709,059
	1903	97,872,043
Augmentation		$ 47,162,984

Dans les **dix-huit années** de régime conservateur la circulation des billets de banque a augmenté de **21** millions.

Dans les **sept années** de régime libéral, elle a augmenté de **47** millions.

Escompte dans les banques

Dix-huit années conservatrices	1878	$122,913,778
	1806	224,507,301
Augmentation		$101,593,523
Sept années libérales.....	1896	$224,507,301
	1903	406,184,733
Augmentation		$181,667,432

Dépôts dans les banques

Dix-huit années conservatrices	1878	$ 79,197,512
	1903	245,029,143
Augmentation		$165,831,631
Sept années libérales.....	1896	$245,026,143
	1903	460,950,579
Augmentation		$215,921,436

Actif des banques

Dix-huit années conservatrices	1878	$175,473,084
	1896	316,122,706
Augmentation		$10,649,622
Sept années libérales.....	1896	$316,122,706
	1903	641,985,372
Augmentation		$325,862,666

Ainsi, dans les sept années du régime libéral, l'actif des banques canadiennes a augmenté **plus de deux fois plus** que pendant les dix-huit années du régime conservateur.

Voilà des chiffres que nous conseillons à nos amis de retenir et de conserver.

Nous en aurons d'autres à leur donner plus tard.

PROGRES COMMERCIAUX.

ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS.

En 1896 la valeur totale des produits étrangers importés au Canada ne dépassait que de $1,000,000 le chiffre des importations de 1889. En 1903 les chiffres des importations avaient plus que doublé. Dans cette augmentation ont figuré à titre égal les articles imposables et ceux entrés en franchise. Tant les importations que les exportations se sont accrues de plus du double au cours des sept dernières années, tandis qu'elles n'avaient accusé qu'une augmentation de 25 pour cent de 1889 à 1896. Voici des chiffres à l'appui de cette assertion.

Importations et Exportations de toute nature.

IMPORTATIONS D'ARTICLES à CONSOMMER au PAYS.

	1889	1896	1903
Imposables . .	$ 74,475,139	$ 67,239,759	$136,792,874
En franchise . .	35,198,308	43,347,721	88,017,654
Totaux . . .	$109,673,447	$110,587,480	$224,810,528
Exportation de produits canadiens...	80,272,456	109,707,805	214,401,674
	$189,945,903	$220,295,285	$439,212,20[illegible]

Ce chiffres comprend toute l'importation y compris l'argent monnayé et les lingots d'or et d'argent.

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS TOTALES.

	1889	1896	1903
Objets importés	$80,059,966	$74,259,940	$136,792,874
En franchise ..	35,164,965	43,751,568	96,994,431
	$115,224,931	$118,011,508	$233,787,325
Exportations ..	89,189,167	131,013,852	225,849,724
	$204,414,098	$239,025,360	$459,637,049
	1896		1903

MATIERE PREMIERE POUR LES MANUFACTURES.

Au nombre des objets importés au Canada, pour les besoins de la fabrication, se trouvent les articles qui suivront. L'augmentation considérable de toutes les catégories, sauf les laines qui accusent une diminution d'environ 11 p. c. redit éloquemment l'activité qui a caractérisé toutes les principales branches de l'industrie de la fabrication. Les industries du coton, des cuirs, du caoutchouc et du tabac donnent les signes d'une prospérité merveilleuse. Les cultivateurs ont utilisé le surplus de leurs revenus à l'acquisition de chevaux et de bestiaux avec lesquels ils ont plusieurs fois doublé leurs fonds. Ils ont d'ailleurs sensiblement amélioré leurs troupeaux. L'aisance universelle permet à la population de s'offrir plus de confort. Le volume des fourrures nature importées pour la fabrication, a été en 1903, de quatre fois plus considéeable qu'en 1897. En somme, augmentation sur toute la ligne. Voyons les détails :

	Quantité	Valeur	Quantité.	Valeur.
Houille bitumineuse (tonnes) .	1,538,489	$8,299,025	3,447,792	$7,565,609
Laines (livres) . .	3,992,244	1,215,580	7,994,202	1,239,000
Tabac (livres) . ..	8,850,441	1,347,377	13,384,504	2,362,587
Coton brut (livres) .	33,479,358	2,845,371	67,912,139	5,968,333
Caoutchouc nature et gutta percha...	2,155,576	1,038,062	2,858,778	1,532,[illegible]8
Peaux (vertes)		1,945,914		5,616,813
Fourrures, (nature) .		598,354		2,202,417
Chevaux, (pour remonte impériale, en franchise .	316	168,368	912	639,331
Bestiaux, (pour le repeuplement des troupeaux en Angleterre (en franchise)	52	5,358	961	159,228
Chanvre, (Brut) . .	197,321	745,730	129,836	1,022,460

EXPORTATIONS.

COMMERCE AVEC LE MONDE ENTIER.

La caractéristique tout particulièrement frappante du relevé des exportations de produits canadiens est que, sauf pour les pêcheries, chacun des articles accuse une augmentation phénoménale en 1903, comparativement à ce qui existait en 1896. Les produits miniers se sont accrus dans la proportion de trois contre un, résultat produit par l'exploitation des régions minières du Klondyke et de la Colombie Britannique méridionale. Le cultivateur a aussi recueilli sa large part de la prospérité générale. L'exportation des produits agricoles s'est accrue de deux cent pour cent, et de près de cent pour cent pour les bestiaux et autres animaux de fermes et leurs produits. Les manufacturiers n'ont pas été lents à ressentir la bienfaisante influence de cet élan merveilleux dans le négoce de leurs voisins d'autre catégorie. L'augmentation de 120 pour cent réalisée dans l'exportation des produits de fabrication canadienne le démontre hors de conteste.

L'augmentation des affaires qui s'est produite au cours des sept dernières années dépasse de beaucoup, même proportionnellement, le chiffre de la période antérieure de 1889 à 1896.

De 1889 à 1896, l'augmentation des exportations des produits canadiens de toute nature n'a été que de $29,434,349, tandis que les sept dernières années accusent un accroissement de $104,593,869.

	1889	1896	1903
Forêts	$23,043,007	$27,175,686	$36,386,105
Manufactures	4,434,949	9,365,384	20,624,967
Mines	4,419,170	8,059,650	31,064,861
Pêcheries	7,212,205	11,077,765	11,800,184
Produits agricoles...	13,414,111	14,083,361,	44,624,321
Produits des bestiaux	23,894,707	36,507,641	39,817,542

Nous venons de voir de quelle façon les exportations ont augmenté au Canada depuis sept années.

Suit maintenant l'énumération des principaux articles d'exportation qui contribuent à former la somme totale des augmentations:

	—1896—		—1903—	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Amiante (Tonnes)	9,588	482,679	33,072	955,405
Houille (Tonnes)	1,025,060	3,249,069	1,979,954	5,452,454
Quartz aurifère (poudre d'or)		1,099,053		16,437,528
Cuivre (liv.)	3,575,482	194,781	29,628,891	2,907,394
Plomb "	20,301,428	408,625	16,277,956	384,077
Argent (onces)	2,508,233	1,595,548	3,242,180	1,803,689
Minerai de fer (tonnes)	2,948	39,999	283,515	733,230
Bois de service (Pin)		223,432		3,652,467
Bois de service (Epinette et autre)		5,579,556		8,315,554
Bois de construction (Madriers, etc		8,513,419		14,005,788
Bois de boite		125,610		440,172
Bardeaux		899,541		1,610,143
Bois de construction (Chêne carré)		583,951		413,038
Bois de Contruction (Pin blanc)		1,513,042		1,310,557
Bestiaux	104,451	7,082,542	176,707	11,342,632
Beurre (liv.)	5,889,241	1,052,089	34,126,914	6,954,618
Fromage (liv.)	164,689,123	13,956,571	229 099,925	24,712,945
Œufs (douz.)	6,520,678	807,086	7,494,100	1,431,130
Bacon (liv.)	47,057,642	3,802,135	137,954,552	15,455,174
Jambon (liv.)	6,678,443	579,833	4,002,357	451,160
Viandes conserves (liv.)	9,339,337	819,388	5,783,655	619,299
Avoine (boisseaux)	968,137	273,861	7,593,177	2,583,151
Pois "	1,544,947	1,131,187	1,174,754	1,052,743
Ble "	9,919,542	5,771,521	32,986,745	24,566,703
Farine de blé (barils)	186,716	718,433	1,287,766	4,199,143
Farine de maïs (barils)	110,255	364,155	144,836	537,002
Foin (tonnes)	214,646	1,976,481	450,053	3,595,665
Pommes de terres (boisseaux)	596,635	227,606	600,967	386,748
Instruments aratoires		595,464		2,284,904
Livres, brochures, etc		59,056		149,906
Cuir, (semelles et empeipnes)		1,907,848		2,021,298
Cuir, (chaussures)		75,919		144,704
Whiskey		374,013		493,458
Orgues		284,808		348,151
Pianos		55,422		65,229
Pulpe		675,779		3,150,943

L'industrie du plomb au Canada est restée stagnante par suite d'un concours de conditions d'ordre purement local et des influences du dehors qui ont menacé de la réduire au néant. Néanmoins les conditions se sont dernièrement modifiées et l'activité y renaît actuellement grâce à l'encouragement que le gouvernement a accordé à ces entreprises. L'augmentation des exportations de blé est attribuable au flot constant de l'immigration qui depuis quelques années se dirige sur le Manitoba et les Territoires hu Nord-Ouest. Ce courant continue sa marche, et promet de produire des résultats encore supérieurs à ceux déjà constatés.

Quand la Construction Marche, Tout Marche

Les permis de construction dans les grandes villes

La preuve définitive de la prospérité d'un pays se trouve dans l'emploi que le public fait de ses capitaux en améliorations d'un caractère permanent. La meilleure preuve de prospérité qu'un pays puisse donner se trouve dans l'importance relative des sommes consacrées à la construction de logements et d'édifices commerciaux. Les régistres de trois villes importantes du Canada, Montréal, Toronto et Winnipeg, indiquent que au cours des deux mois terminés en octobre dernier (1903) il a été accordé des permis pour de nouvelles construction s'élevant à des sommes énormes. La valeur totale représentée par les permis octroyés de 1889 à 1896 et de 1897 à 1903 inclusivement est respectivement ainsi qu'il suit:

	De 1889 à 1896	De 1897 à 1903
Toronto	$14,077,038	$17,753,676
Montréal	16,653,181	18,650,971
	$30,730,219	$36,404,647

Winnipeg de 1900 à 1903 ....$11,305.557

Toronto et Montréal présentent le curieux phénomène que de 1889 à 1896, le chiffre des permis a constamment diminué pour atteindre à la fin de cette période le point le plus inférieur. Depuis cette date la construction s'est constamment accrue, pour finir en 1903, pour atteindre son point suprême de développement.

Voilà le bilan, ou la feuille de balance que le gouvernement Laurier a à présenter à l'électorat canadien. Il n'est pas étonnant que le parti conservateur se prépare ; il va avoir fort à faire et il fait bien de prendre son élan de loin.

Monsieur Laurier ne peut manquer de rallier à sa politique progressive toutes les provinces du Dominion. Les indices venant de partout sont en ce sens, et, quand le Premier Ministre jugera à propos de faire faire ses élections, nous assisterons à un nouveau triomphe du parti libéral plus éclatant et plus universel que jamais.

Le Canada une nation.

A QUI LE DEVONS NOUS ?

L'ŒUVRE NATIONALE DU GOUVERNEMENT LAURIER.

Au moment où des élections se préparent, lorsque demain peut-être, sonnera l'appel aux armes, il n'est pas hors de propos de rappeler que si le Canada compte aujourd'hui parmi les nations du monde, s'il est sorti de l'obscurité relative, au moins, dans laquelle il existait, pour prendre enfin une position fière et prédominante au concours des puissances, c'est à sir Wilfrid Laurier et au parti libéral qu'il le doit.

Il y a sept ou huit ans, nous n'étions pas très bien connus lors du continent américain. Le peu qui s'écrivait de nous en Grande-Bretagne, était tout à notre désavantage. Les Anglais, de l'autre côté de l'Océan, avaient été offusqués de la corruption du gouvernement conservateur, et ne croyaient pas que le Canada eût un avenir. Malheureusement, ces commentaires de la presse anglaise n'étaient que trop fondés et nous étions bien obligés de les subir en silence, quoique ils eussent une tendance à retarder notre croissance et notre développement.

La conduite du gouvernement libéral eut bientôt fait de dissiper la méfiance britannique, et les mesures prises successivement nous ont été non-seulement profitables, mais encore nous ont relevés aux yeux de l'Empire et du monde entier.

La plus importante de ces mesures est le tarif de préférence.

Les conservateurs avaient joué avec cette question. Ils avaient risqué bien des théories, bien des discours, mais ils avaient eu toujours bien soin de rester hors de partie.

Ils avaient eu l'idée d'offrir à l'Angleterre, une modeste préférence de 5 p.c. sur notre marché, en échange d'une préférence anglaise sur nos produits alimentaires, mais les traités belge et allemand paraissaient à leur idée entraver l'application de cette préférence pour l'Empire, et les conservateurs n'eurent même pas le courage de soumettre cette idée au public. On laissa tomber silencieusement l'affaire en tant que question pratique, mais on continua sur les tréteaux politiques à en parler longuement et fort.

Les libéraux, une fois arrivés, au pouvoir, substituèrent les actes aux paroles, et eurent le courage d'adopter une politique qui a produit les résultats les plus bienfaisants pour le Cana-

da et pour l'Empire, et qui vivra dans l'histoire de notre époque.

Le premier effet de cette politique, fut de procurer l'abrogation des traités qui paraissaient empêcher l'établissement d'une préférence inter-impériale. De plus cette mesure a eu dans ces derniers temps l'avantage de provoquer la plus sérieuse discussion et la plus profonde agitation économique que l'on ait vue en Grande-Bretagne.

Le Canada a ouvert la voie: il a été le pionnier du mouvement.

L'Afrique du sud a suivi : la Nouvelle-Zélande a promis d'imiter, seule l'Australie semble rester en arrière si l'on en juge par les dernières élections.

Bien plus, il ne serait pas étonnant que la Grande-Bretagne, elle-même, modifiât ses doctrines économiques pour adopter une politique analogue à celle du Canada.

N'oublions pas que si le Canada obtient jamais une préférence pour ses produits sur les marchés britanniques, ce sera grâce au tarif de préférence du gouvernement libéral du Canada.

Mais ce n'est pas là tout ce qu'a fait le gouvernement actuel pour nous amener au rang des nations.

Disons un peu ce qu'il a fait encore:

1o. Il a pris dans ses négociations avec les Etats-Unis une attitude virile et digne. Désireux de conclure avec ce pays des arrangements commerciaux, désireux aussi de régler bien des différends en litige entre les deux pays, les ministres libéraux n'ont cependant pas voulu sacrifier ou avoir l'air de sacrifier une parcelle de ce qu'ils considéraient être les droits du Canada. Ils ont fait de leur mieux, en bons Canadiens et en vrais hommes d'état pour faire aboutir la Commission Internationale, mais quand Sir Wil-

frid Laurier s'aperçut qu'il n'y avait rien à obtenir, il proclama ouvertement et fermement qu'il en avait fini de s'adresser à Wasnington. De fait sa déclaration était que si l'on devait encore se rencontrer sur un terrain de négociations, ce seraient les Etats-Unis qui auraient à faire les premiers pas.

Tandis que nous sommes sur ce sujet, il est bon de noter que le gouverment, sentant la nature hostile et adverse du tarif Dingley, n'a pas songé un instant en préparant son tarif de 1897 à donner des avantages aux Etats-Unis. Les réductions de droits opérées sur des articles qui nous viennent des Etats-Unis, étaient considérées comme essentielles pour le peuple du Canada et c'est dans son intérêt seulement qu'elles se sont faites. Les droits sur un bon nombre d'articles produits dans ce pays ont été maintenus et, dans bien des cas, augmentés. Le gouvernement a surtout tenu la promesse qu'il avait faite au peuple, de réduire les taxes, en adoptant le tarif de préférence qui, tout en avantageant le consommateur canadien et le marchand anglais, dérange les Etats-Unis sur nos marchés.

2o. L'Allemagne ayant voulu nous châtier, pour avoir avantagé la mère-patrie, le gouvernement après avoir tout mis en œuvre pour l'amener à des idées plus raisonnables, a répondu à cette attitude, en imposant une surtaxe sérieuse d'un tiers du montant des droits sur les produits allemands.

Cette action a été approuvée par la Grande-Bretagne et par l'Empire, et a montré au monde qu'on ne pouvait pas se jouer de nous. De plus, tout le Canada a été enchanté.

3o. Le gouvernement, en concédant aux colonies britanniques des Antilles les avantages de la préférence sans réciproque immédiate, a bien

montré qu'il était prêt à participer aux responsabilités impériales.

4o. Le gouvernement Laurier a réussi à faire placer les bons du Canada sur la liste la plus favorisée des fonds de dépot de la Grande-Bretagne.

5o. Le gouvernement Laurier a fait sa part lors des difficultés de l'Afrique du Sud.

Mais qu'est-ce que les conservateurs pensent de tout ceci? Il est bien difficile de s'en rendre compte. Quand le tarif libéral a été présenté en parlement, les conservateurs l'accueillirent avec des lamentations. Leur chef d'alors, Sir Charles Tupper, annonça que ce serait la ruine de l'industrie nationale. Quand on voit les résultats actuels, on constate toute l'absurdité d'une telle prophétie.

Depuis lors, les conservateurs ont adopté à l'égard du tarif Fielding, les attitudes les plus irréconciliables. Quelquefois, ils prétendent que le parti libéral a maintenu intégralement la politique nationale, et un moment après, ils blâment le gouvernement de réduire les droits et de nuire à l'industrie nationale.

Il y a un seul point sur lequel ils soient d'accord. C'est pour proclamer que le gouvernement n'a droit à aucune considération pour la prospérité du pays. Sir Charles Tupper a maintes fois émis cette opinion, et il va même jusqu'à dire que les libéraux n'ont pas accompli un seul acte tendant à faire prospérer le pays. M. R.L. Borden, le chef actuel, est entièrement de cet avis.

Récemment, il déclarait que l'administration libérale n'avait rien fait de bien pour le pays, et, imitant en cela Sir Charles Tupper, il a ajouté que le gouvernement n'avait aucunement travaillé à accroître le bien-être du peuple.

Nous aurions cru à plus d'honnêteté de sa part.

C'est un fait connu que Sir Charles Tupper n'y regarde pas de très près quand il s'agit de faire des assertions au sujet de ses adversaires. mais on pouvait espérer en tout cas que son successeur, M. Borden, en prenant charge du parti, veillerait un peu plus à la véracité et à la logique de ses déclarations.

Le gouvernement libéral ne réclame pas tout l'honneur de l'état prospère du pays, mais il prétend, et avec justice, que sa législation et son administration ont été salutaires, qu'il a poussé et stimulé l'industrie et le commerce du pays et matériellement aidé à la prospérité générale.

Nous croyons qu'il est indubitable que, dans un pays comme le Canada, la politique du gouvernement est un facteur déterminant dans la vie commerciale et industrielle, et que les progrès accomplis doivent en grande mesure être en relation avec la sagesse de cette politique.

Ceci résulte certainement des faits suivants :

1. — Que les lois fiscales ont une influence directe sur le prix de tous les articles de nécessité.

2. — Que beaucoup d'intérêts producteurs ont besoin de l'assistance du gouvernement, sinon au moyen du tarif, quelquefois par dépense directe.

3. — Que le gouvernement du Canada est d'essence paternelle dans beaucoup de cas.

Il s'ensuit que la politique générale du gouvernement du Canada ne doit pas être passive. Il doit pousser ou retarder le progrès. Si l'on songe à cela, on est obligé d'admettre que le gouvernement libéral a droit à des égards pour ce qu'il a fait.

Une politique mauvaise n'aurait certainement pas produit les excellents résultats que nous venons de signaler.